

**Embargo jusqu'au lundi 17 juin 2024, 6H00**

## **COMMUNIQUÉ DE PRESSE :**

### **Dépenses mondiales pour les armes nucléaires en 2023 : l'instabilité mondiale accélère les dépenses nucléaires !**

La Campagne internationale pour abolir les armes nucléaires (ICAN) estime que les 9 puissances nucléaires ont dépensé sur les cinq dernières années 387 milliards \$ pour leurs arsenaux nucléaires, selon son nouveau rapport « *2023 Surge: Global nuclear weapon spending - Accélération des dépenses mondiales pour les armes nucléaires en 2023* ». Des dépenses qui se traduisent par une nouvelle course aux armements et une insécurité mondiale renforcée.

#### **Les chiffres clés :**

Selon le SIPRI (Stockholm International Peace Research Institute), la Chine, la Corée du Nord, les États-Unis, la France, l'Inde, Israël, le Pakistan, le Royaume-Uni et la Russie disposent d'un arsenal nucléaire mondial total estimé en 2024 à 12 121 ogives. Un chiffre en baisse de 391 armes par rapport à 2023, mais qui cache pourtant une augmentation du nombre d'armes déployées (3 904 contre 3 844 en 2023), dont pour la première fois, un petit nombre d'ogive (24) chinoises.

Ces évolutions dangereuses pour la sécurité mondiale se lisent très concrètement à travers les dépenses budgétaires recensées dans le rapport de ICAN (voir annexe en détails) :

- En 2023, les 9 États ont dépensé 91,4 Mds \$, soit 10,8 milliards \$ de plus qu'en 2022 pour leurs arsenaux nucléaires ;
- Les États-Unis ont réalisé l'augmentation (+ 18 %) la plus massive avec 51.5 Mds \$ ;
- La Chine prend la seconde place (avec 11,9 Mds \$), dépassant la Russie (avec 8.9 Mds \$) ;
- Entre 2019 (date du premier rapport de ICAN) et 2023, c'est un total de 387 milliards \$ qui ont été dépensés par les 9 puissances nucléaires dans le maintien, la modernisation et le renouvellement d'arsenaux nucléaires ;
- Si l'arsenal nucléaire mondial, entre 2019 et 2024, a diminué (passant de 13 410 ogives à 12 121), les dépenses ont, quant à elles, « explosé » de 18,5 Mds \$, soit près de 7,5 millions \$ par ogives (contre 5,4 m\$ en 2019).

#### **La France dépense de plus en plus et renforce l'insécurité européenne :**

Les dépenses allouées à la dissuasion nucléaire sont en constante augmentation, passant ainsi de 4,45 Mds € (en 2019) à la somme de 5,6 Mds € (en 2023) ce qui représente 10 654 € dépensé chaque minute pour la mise en œuvre, la modernisation et le renouvellement d'armes et de systèmes d'armes de destruction massive. Cette dépense d'argent public s'inscrit dans la volonté du président Macron de justifier l'arme nucléaire en mettant en avant la « [dimension européenne de la dissuasion nucléaire française](#) ».

Ce chiffre doit être retenu comme le budget « dissuasion » minimum, puisqu'il ne comprend pas tous les coûts associés pour assurer la crédibilité de mise en œuvre de cette force ou encore ses conséquences. Par exemple, ne sont pas comptabilisés :

- Pour la composante aéroportée, les crédits ne concernent que la mise en condition opérationnelle du missile ASMP-A, le reste — dont par exemple, les frais de personnel, d'infrastructures et de fonctionnement — n'étant pas inscrit dans l'agrégat budgétaire nucléaire. Ainsi, sont également écartés les coûts associés aux avions Rafale, qui sont pourtant les porteurs des missiles nucléaires...
- La « crédibilité » des 290 armes nucléaires existe à cause des 210 explosions nucléaires réalisées entre 1960 et 1996. Ainsi, il serait logique qu'en raison des conséquences sanitaires de ces tirs, le budget du Comité d'indemnisation des victimes des essais nucléaires (CIVEN) soit imputé au budget dissuasion. Or, cela n'est pas le cas, les crédits du CIVEN sont pris sur le budget de fonctionnement du Premier ministre (15 millions en 2023, une centaine de millions depuis 2010).

### **Les industriels de la Bombe sont aussi ceux des armes conventionnelles :**

ICAN liste des industriels (comme Airbus, Safran, Thales, Leonardo) qui sont impliqués directement dans la production et la maintenance de l'arsenal nucléaire français. Alors que s'ouvre le salon d'Eurosatory (Paris, 17-21 juin), il faut souligner les liens entre le secteur de l'armement conventionnel à celui des armes non-conventionnelles. Si évidemment la France n'exporte pas (comme les autres puissances nucléaires) d'armes nucléaires, elle autorise les industriels à exporter des systèmes d'armes qui assurent l'avenir de la dissuasion nucléaire ! Comme l'a déclaré devant la commission de la défense, [le 7 mai 2019, la ministre des Armées, Florence Parly](#) « nous n'avons donc pas le choix : il nous faut exporter » pour assurer la responsabilité particulière de la dissuasion nucléaire poursuivra-t-elle.

La France s'est donc rendue prisonnière de ses clients à l'exportation, ce qui explique sans doute pourquoi elle est peu regardante sur le choix du client (Qatar, Émirats arabes unis et Égypte pour les Rafale) pourvu qu'il soit solvable et ce même s'il réalise des crimes de guerre ! De même, les industriels bénéficient de contrats et d'études amont sur la dissuasion qui leur permettent « d'entretenir et développer la base industrielle et technologique de défense ». Ainsi, aux moyens accordés pour la mise en œuvre des forces nucléaires, des systèmes conventionnels sont aussi développés. C'est, par exemple, le cas avec Naval Group qui va fournir aux Pays-Bas quatre sous-marins de la famille Barracuda dotés d'une propulsion conventionnelle, issue de la version à propulsion nucléaire développée pour les sous-marins nucléaires d'attaque qui assurent la protection des sous-marins nucléaires lanceurs d'engins.

### **Pour Jean-Marie Collin, directeur de ICAN France :**

- « *Nous sommes dans une situation paradoxale ou le président ne cesse de mettre en avant la dissuasion nucléaire de la France et en même temps, il cache aux français son coût réel par peur de devoir engager un véritable débat public sur la crédibilité de ce système d'arme.* »

### **Pour Patrice Bouveret, directeur de l'Observatoire des armements et co porte-parole de ICAN France :**

- « *Il n'y a pas de nucléaire militaire sans nucléaire civil a martelé Emmanuel Macron en 2020 au Creusot. Il aurait pu également rajouter, il n'y a pas d'armes nucléaire sans la production et l'exportation d'armes conventionnelles. Il faut sortir de cet engrenage et cette fuite en avant de la course aux armements si l'on veut préparer la paix.* »

### **Contacts pour les médias :**

**Jean-Marie COLLIN**, directeur de ICAN France : 06.37.94.62.41 - [jeanmarie@icanfrance.org](mailto:jeanmarie@icanfrance.org)

**Patrice BOUVERET**, directeur de l'Observatoire des armements et co-porte-parole de ICAN France : 06.30.55.07.09 - [patricebouveret@obsarm.info](mailto:patricebouveret@obsarm.info)